

1968

Front démocratique populaire de libération de la Palestine - FDPLP

Organiser la lutte populaire armée¹

[Ce texte est également appelé « manifeste du premier congrès clandestin. Pour les auteurs de ce manifeste, l'incapacité arabe à vaincre Israël en 1948, 1956 et 1967 trouve son origine dans la domination bourgeoise de la société arabe qui a collaboré avec les « puissances coloniales » en s'opposant aux mouvements de libération nationale.

Le FDPLP (devenu FDLP) commet le [massacre de Maaloot](#) en le 15 mai 1974. Pour mémoire, trois agresseurs venus du Liban massacrent deux femmes arabes, puis un couple et leur enfant de quatre ans, Ils prennent ensuite 115 personnes en otage dont 105 enfants ; Finalement ils tuent 22 enfants et 3 adultes. Ils blessent 68 autres personnes.

Le 4 juillet 1974, [le FDLP place un bombe dans un réfrigérateur](#). L'explosion tue 15 personnes et en blesse 70.

Le 2 avril 1979, à Naharya, le FDLP encore est responsable d'un [massacre près de la frontière nord d'Israël](#). Trois civils sont tués et deux fillettes de quatre et deux ans sont exécutées.

Texte du manifeste

Les leçons de 1967

La défaite de juin 1967 ne fut pas seulement une défaite militaire: elle a mis en évidence la faillite de la structure de classe de l'ensemble économique, militaire et idéologique du mouvement national palestinien et arabe, officiel et populaire... Déjà en 1948, le désastre avait mis à nu la nature des régimes féodaux et bourgeois, ainsi que la faillite de leurs pratiques réactionnaires.

Ces régimes étaient responsables du sous-développement de l'économie palestinienne et de celle du monde arabe. De plus, ils étaient incapables, du fait de leur structure de classe, de résoudre les problèmes de libération nationale, et de réaliser l'accession à l'indépendance politique et économique de leur propre pays. Bien au contraire,

ils collaboraient avec les puissances coloniales, en vue de sauvegarder leurs intérêts et de maintenir leurs privilèges. De ce fait, ils furent amenés à prendre fait et cause pour le colonialisme contre le mouvement national.

Tout au long de l'histoire moderne, ils poursuivirent une politique d'encerclement et de liquidation des mouvements nationaux de libération (par exemple : la révolution de 1919 en Egypte, la révolution de 1939 en Palestine, et celle de 1941 en Irak). Ces régimes féodaux et grands bourgeois, n'ont même pas été capables de mettre sur pied des armées nationales modernes, qui seraient en mesure d'assurer la défense de leurs pays et de faire face à la ruée impérialiste et sioniste en Palestine et dans le monde arabe.

Le désastre de 1948, et la création de l'Etat d'Israël qui s'ensuivit, furent le résultat de cet état de choses.

Cela signifie que le démantèlement de l'état d'Israël et la libération de la Palestine dépendent, en dernière analyse, du rejet du féodalisme, du colonialisme et de la grande bourgeoisie, qui constituèrent les véritables causes de la défaite.

C'est la leçon qu'il faut tirer de 1948. L'officier Gamal Abd El Nasser avait raison quand il disait à ses camarades que « la défaite n'était pas consommée sur le champ de bataille, mais ici au Caire... »

Ainsi, le point fondamental du programme de libération nationale, palestinienne et arabe, devient la liquidation des régimes féodaux et grands bourgeois, responsables de la défaite de 1948, et la mise sur pied d'une économie moderne (grâce à l'industrialisation et à la réforme agraire) indépendante du capitalisme international.

L'édification d'une pareille économie moderne est la condition sine qua non qui permettra de se libérer du chantage impérialiste et de créer des armées populaires modernes, seules capables de mener le combat contre le sionisme et les oligarchies corrompues.

Effectivement, une telle évolution commence à se dessiner.

On a assisté, après la deuxième guerre mondiale, à la montée de la petite bourgeoisie groupant autour d'elle les ouvriers, les paysans pauvres et les militaires, et devenant la principale force politique et idéologique dans la région.

Cette nouvelle direction politique a déclenché la lutte contre les oligarchies en place, en vue de

¹ Site [les matérialistes.com](http://lesmatérialistes.com)

disloquer cette alliance organique entre le féodalisme, le capitalisme et l'impérialisme. Ceci s'est reflété dans les programmes de transformations sociales, politiques et économiques qui ont été élaborés en Égypte, en Syrie, en Algérie, et dans une certaine mesure, en Irak.

Le but de ces transformations était de substituer à la structure féodale de la société, une structure basée sur l'industrie. En outre, elles se proposaient de résoudre le problème agraire au profit des paysans sans terre et pauvres.

Ces mesures devaient aboutir à l'édification d'une base économique relativement indépendante et capable de faire face à l'agression sioniste et impérialiste. Mais les forces de la contre-révolution examinaient le développement des événements, attendant le moment propice pour contre-attaquer et liquider les régimes qui leur étaient hostiles.

C'est le sens de l'agression tripartite, franco-anglo-israélienne de 1956.

Cette agression fut mise à profit par les États-Unis, pour tenter de récupérer le mouvement national arabe... et de rappeler au pouvoir les régimes féodaux et grands-bourgeois qui garantissaient les intérêts de l'impérialisme dans la région et la sécurité de l'État d'Israël. Ces tentatives américaines furent déjouées par le mouvement national.

Pour en revenir à la guerre de juin 1967, il s'agit de savoir pourquoi ces régimes progressistes, ainsi que l'ensemble du mouvement de libération nationale arabe, ont essuyé un pareil échec.

Les théoriciens de la petite-bourgeoisie attribuent les causes de la défaite à la supériorité technique, scientifique et culturelle de l'État sioniste et de l'impérialisme. Ils en concluent que la priorité doit être donnée aux efforts techniques pour rattraper Israël, et aux mesures de défense classique. En fait, ils négligent dans leurs analyses les caractéristiques de l'histoire contemporaine (...).

Les victoires éclatantes des peuples vietnamien et cubain démentent ces analyses, et prouvent que seule la guerre populaire peut venir à bout d'un ennemi jouissant d'une supériorité technique et militaire...

Si le peuple palestinien et les peuples arabes devaient accepter, sans discussion, les analyses de ces théoriciens, cela signifierait qu'ils devront

attendre plus d'un siècle avant de rattraper Israël et les puissances impérialistes, et de combler la brèche qui sépare les sociétés agraires arabes et la société industrialisée israélienne.

La vraie cause de la défaite de 1967 doit être recherchée dans le refus par les régimes arabes de la guerre populaire.

En effet, la petite-bourgeoisie craignait autant les forces de la réaction que celle des masses populaires.

C'est pourquoi elle n'a adopté — sur le plan économique — que des demi-mesures, et n'a constitué — sur le plan militaire — que des armées régulières, évitant d'armer les masses pour le combat libérateur...

La guerre de juin 1967 n'a, en rien, modifié la position des régimes arabes; ceux-ci continuent de rejeter la voie vietnamienne de la guerre populaire... car la mobilisation des masses implique, de la part de la classe dirigeante, la renonciation à ses privilèges au profit de l'alliance avec le prolétariat et les paysans.

Mais, jamais dans l'Histoire, une classe n'a renoncé de plein gré à ses privilèges.

Et pourtant la méthode de la guerre populaire, telle qu'elle a été adoptée au Vietnam et à Cuba, est la seule voie capable de conduire à la victoire des pays sous-développés face à la supériorité technique et culturelle de l'impérialisme et du néocolonialisme.

Son rejet signifie la soumission face au sionisme et au néocolonialisme dirigé par les États-Unis, ennemi principal de tous les pays sous-développés.

Les régimes arabes ne se sont pas départis de leur politique antérieure à juin 1967, tout au long des derniers quinze mois.

Leur politique va de concession en concession. Tout d'abord, ils déclarèrent que la Résolution du 22 novembre était rejetée, ensuite ils considérèrent qu'elle était insuffisante et ambiguë, puis ils exigèrent que certaines clauses (spécialement celles relatives au passage par le Canal de Suez) soient liées à l'ensemble du problème palestinien.

Et enfin, ils finirent par accepter la Résolution. Or, une analyse objective de cette dernière démontre que son acceptation et son application signifient, en fait, le début de la liquidation du problème palestinien.

La Résolution est, en fin de compte, un complot impérialiste visant à liquider définitivement la cause palestinienne. Elle stipule :

- le droit d'existence de chaque Etat du Proche-Orient dans des « frontières sûres et reconnues »;
 - la reconnaissance du droit de chaque État à l'existence;
 - le droit de passage « innocent » dans les eaux internationales, pour tous les Etats de la région;
 - la nécessité de trouver une solution « juste » pour les « réfugiés ».
- (...)

Or, il se trouve des intellectuels réactionnaires pour prétendre que l'acceptation de la Résolution n'est que simple tactique.

Ils vont jusqu'à affirmer que c'est une nécessité, car les Arabes ne peuvent pas combattre les États-Unis qui disposent d'une supériorité technique et culturelle écrasante.

Et ce qui vaut pour les États-Unis, vaut pour Israël. Quant à ceux qui rejettent la Résolution, il ne faut pas qu'ils se cantonnent dans cette attitude de refus : il faut qu'ils édifient une économie de guerre et élaborent un nouveau programme militaire (...).

Après juin 1967, les masses attendaient de la Résistance un programme nouveau pour entreprendre la libération de la Palestine et renforcer également le mouvement de libération arabe. Mais comment la Résistance a-t-elle agi ?...

Les relations avec les régimes arabes Sur ce point, tous les groupes de résistance lancèrent le mot d'ordre de « non ingérence dans les affaires internes des États arabes. »

Cela signifiait que le mouvement de résistance ne pouvait supplanter le mouvement de libération nationale dans chaque État arabe, dans sa lutte pour résoudre les problèmes de la libération nationale et de la révolution démocratique.

Mais il est clair que pareil mot d'ordre a un double aspect.

Car s'il signifie que la résistance ne peut prétendre effacer le rôle des mouvements nationaux à l'intérieur de chaque État, il peut signifier également qu'elle est appelée à intervenir dans les affaires arabes quand celles-ci ont trait au problème palestinien.

Autrement, le slogan de « non ingérence » aboutit à une sorte de non intervention du mouvement de résistance dans les affaires palestiniennes.

Or, le problème palestinien est intimement lié à la conjoncture arabe (...).

Certains Palestiniens, en lançant le mot d'ordre de « non ingérence dans les affaires arabes », tentèrent de séparer le problème palestinien des développements politiques de la région. Ils prétendaient rééditer l'expérience algérienne, on lançant pareil slogan.

Mais ils oublient ou feignent d'oublier que les liens entre le problème palestinien et la conjoncture arabe et internationale, sont totalement différents des conditions qui prévalaient lors de la guerre d'Algérie.

De plus, ils négligent la spécificité de l'État d'Israël, et sa différence par rapport à toutes les formes d'impérialisme classique ou de néo-impérialisme.

Or Israël représente le fer de lance et la base de l'impérialisme dans les pays arabes du Proche Orient.

Il a donc les coudées franches pour sévir contre le mouvement national arabe, qui menace les intérêts impérialistes dans la région (...).

Malgré cela, des Palestiniens répandent encore leur mot d'ordre de « non ingérence dans les affaires internes des États arabes »...

A cause de ce slogan, aucune organisation n'a osé condamner publiquement les positions arabes concernant la Résolution du Conseil de sécurité. Il est curieux de voir Hajj Aminé El Husseini, qui fit avorter la révolution de 1936, critiquer publiquement certaines déclarations de dirigeants arabes concernant la Résolution (Cf. Le Monde, mai 1968), alors que certains groupes de la Résistance, y compris le Front populaire, gardent le silence sur le sujet... La question de l'unité nationale Le problème de l'unité nationale a été très mal posé par tous les mouvements de résistance, aux niveaux théorique et pratique.

Ils semblent négliger les enseignements de l'histoire contemporaine de la Palestine.

Leur position permet de placer le mouvement de résistance sous la direction des classes réactionnaires.

C'est cette même direction qui avait conduit le

mouvement de libération nationale à la faillite, tout au long de l'histoire de la Palestine. Alors que les fils des ouvriers, des paysans et des intellectuels révolutionnaires luttèrent pour la libération de leur patrie de l'occupation sioniste, la direction militaire du mouvement prenait soin de placer le leadership politique du mouvement dans les mains de riches féodaux et de grands bourgeois qui n'avaient rien à voir avec la lutte armée (...).

Les classes qui sont aujourd'hui antisionistes et anti-impérialistes ont lutté dans le passé contre l'impérialisme britannique et le projet sioniste de judaïser la Palestine.

Ces classes seules sont révolutionnaires, car elles n'ont rien à perdre si elles portent les armes et combattent. Bien au contraire, elles ont tout à gagner : leur terre et leurs foyers.

Ceux qui prirent les armes, après la guerre de juin, ne furent certes pas les fils des propriétaires féodaux ou des grands bourgeois, mais plutôt les fils des ouvriers et des paysans salariés (...).

Certes, l'unité nationale palestinienne est une nécessité, mais seulement si elle conduit à la libération. L'unité est celle de toutes les classes et forces politiques, mais sous la direction des classes révolutionnaires et patriotiques qui prirent les armes contre l'impérialisme tout au long de l'histoire de la Palestine (...).

La situation actuelle des mouvements de résistance Sur le plan théorique et pratique, tous les mouvements de résistance (y compris le Front populaire) devinrent prisonniers de l'idéologie de droite (...).

Au lieu d'analyser les conditions et les raisons qui conduisirent aux défaites successives de 1948 et 1967, la résistance s'est noyée dans les slogans : « non-immixtion dans les affaires arabes », « unité nationale palestinienne », « il n'y a pas de droite et de gauche dans l'étape de la libération nationale »..., qui ne pouvaient que servir, en dernière analyse, les forces et les régimes défaitistes de la région (...). Par ailleurs, du fait de sa dépendance en fournitures d'armes des régimes arabes, la résistance s'est vite transformée en un atout tactique pour eux.

Ces derniers l'utilisent afin de contrôler les initiatives des forces révolutionnaires et de négocier « une solution politique » avec les puissances impérialistes et Israël dans le cadre de la Résolution du Conseil de sécurité (...). L'option des mouvements de libération arabes et palestiniens est en fait celle de la classe petite

bourgeoise qui est au pouvoir depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

A cause de son éducation et de ses intérêts, cette classe est anti-féodale et anti-impérialiste; elle a reconnu la faillite de la féodalité et des classes bourgeoises dans la résolution des problèmes de la libération nationale et d'édification d'une économie indépendante. (...)

Après 67, la petite bourgeoisie s'est trouvée face à cette alternative : ou bien suivre la voie cubaine et vietnamienne pour faire face aux problèmes créés par la défaite de juin, ou bien s'incliner devant les forces de la contre-révolution et entériner la Résolution du Conseil de sécurité. La petite bourgeoisie a choisi la voie qui servait le mieux ses intérêts : l'acceptation de la Résolution (...).

Le chemin du salut national Le choix de la lutte armée aboutira nécessairement à une dialectique, politique et idéologique, entre les éléments de la Résistance et ceux qui sont en dehors du mouvement. Grâce à cette relation dialectique, les éléments progressistes et révolutionnaires insisteront sur la nécessité de surmonter les difficultés actuelles, en radicalisant le mouvement.

La Résistance sera amenée à tirer profit de l'expérience du mouvement de libération nationale arabe, et à en considérer les conditions de succès et de faillite. Elle devra, par ailleurs, élaborer un programme de « salut national » qui serait l'antithèse de ceux précédant juin 1967.

Ce programme doit accomplir les tâches suivantes :

1. S'armer d'une pensée rigoureuse et révolutionnaire : l'idéologie du prolétariat et des paysans pauvres.
2. Susciter une prise de conscience des masses populaires, en leur offrant une analyse scientifique de notre situation, de celle de notre ennemi et des moyens préconisés pour arriver à nos objectifs : le salut national et la libération.
3. Rejeter toutes les propositions défaitistes (telles que la Résolution du Conseil de sécurité) et s'engager dans la voie de la guerre populaire, en armant le peuple et en organisant des milices populaires (...).
4. Lutter pour la transformation du mouvement de résistance en un mouvement de masses, organisées, sous la direction d'une avant-garde

révolutionnaire (...). Cette avant-garde, indispensable pour prendre la tête du mouvement national, n'a pas encore vu le jour. Il appartient aux jeunes éléments conscients, au sein du mouvement de résistance, de travailler à la création de cette avant-garde qui conduira le peuple sur la voie de la guerre populaire de longue haleine, la voie de la victoire.